

## Le traitement inadéquat des détenus atteints de maladie mentale : une pratique criminelle selon les experts

Les pénitenciers fédéraux ne sont pas en mesure de s'occuper de la population grandissante de détenus souffrant de maladie mentale

**OTTAWA, le 4 nov. /CNW Telbec/** - Le traitement et le soutien accordés aux personnes souffrant de troubles mentaux détenues au Canada sont inadéquats, et souvent inexistantes déclarent certains experts. Fait encore plus alarmant selon les organismes du secteur de la santé mentale, le rapport annuel du Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada déposé aujourd'hui indique que le nombre de délinquants ayant une maladie mentale qui sont incarcérés au Canada a plus que doublé au cours des dix dernières années.

"Le rapport de l'enquêteur correctionnel met en relief la gravité de la conclusion du comité du Sénat, selon laquelle nos pénitenciers sont devenus des lieux où on entasse les victimes de maladie mentale en raison des coupures de financement et de la fermeture d'établissements psychiatriques communautaires", déclare Mme Penny Marrett, PDG nationale de l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM). "Il s'agit d'une façon inhumaine et non sécuritaire de traiter ces contrevenants, surtout lorsqu'ils purgent une peine pour une infraction non violente, de moindre gravité, qui découle d'un manque ou de l'absence de services au sein de la collectivité."

Beaucoup de victimes de maladie mentale - qui sont souvent à faible revenu, sans abri ou aux prises avec un problème de toxicomanie - n'ont pas accès aux traitements dont ils ont besoin. S'ils commettent un crime ou même une infraction moins grave ou non violente, la législation punitive de certaines provinces leur impose l'emprisonnement, ce qui coupe tout accès aux traitements et au soutien requis.

"Le milieu carcéral est un endroit dangereux et destructif pour les gens qui ont une maladie mentale", affirme M. Len Wall, de la Société canadienne de schizophrénie. "Ils y sont victimisés et exploités. Ils sont punis pour montrer des symptômes - s'ils font du bruit, refusent d'obéir, s'automutilent ou tentent de s'enlever la vie. Ces détenus sont plus susceptibles de se trouver confinés dans de rudes conditions, en isolement par exemple, ce qui augmente les risques de psychose aigue ou de suicide."

On estime que près de 20 % des détenus sont atteints d'une maladie mentale qui requiert un traitement. De ce nombre, 7 à 10 % présentent une maladie grave telle la schizophrénie, un trouble bipolaire ou une dépression majeure. "Si ces détenus ne reçoivent pas des soins psychiatriques de norme hospitalière, leurs chances de réadaptation resteront très faibles, tandis que le risque de récidive restera élevé", explique le Dr Pierre Tessier de l'Hôpital Royal Ottawa. "Le système de soins à la santé mentale doit agir et fournir aux établissements correctionnels fédéraux le soutien dont ils ont besoin. Le fait de négliger cette population constitue un échec de la part du système, et ce, à plusieurs plans, à l'échelle communautaire jusqu'au secteur hospitalier."

Selon [le rapport annuel de l'enquêteur correctionnel](#), les services à la maladie mentale dans les pénitenciers fédéraux sont cruellement déficients. D'un bout à l'autre du pays, on néglige de traiter les détenus en raison d'une pénurie en personnel clinique et de l'inaptitude des établissements psychiatriques à desservir la population carcérale.

Les groupes intéressés attribuent le taux croissant d'incarcération chez les personnes atteintes de maladie mentale à l'absence d'une stratégie nationale à l'égard des victimes de la maladie

mentale et de la santé mentale. "Cette situation lamentable est le résultat de services communautaires à la santé mentale sous-financés, désorganisés et fragmentés", déclare Mme Marrett. "Le secteur correctionnel se voit forcé de porter le fardeau de l'échec du système national, qui est inapte à diagnostiquer et à soigner les personnes souffrant de maladie mentale ou de troubles connexes."

"Le personnel pénitencier n'est pas formé pour soigner cette population", ajoute M. Wall. "Les pénitenciers n'ont pas été conçus pour fournir les traitements et services de santé mentale nécessaires. Si les contrevenants ayant des troubles mentaux doivent être incarcérés, il faudra prévoir des établissements sécuritaires, conçus et financés pour répondre à leurs besoins particuliers."

Les groupes d'experts exhortent donc les gouvernements à établir des tribunaux dédiés à la maladie mentale, comme au Nouveau-Brunswick et en Ontario, à mettre en place des programmes appropriés, comme en Alberta, où on ordonne des thérapies aux délinquants ayant une maladie mentale plutôt que de les enfermer, et à améliorer la qualité des services à la santé mentale offerts aux détenus.

Ils enjoignent également les politiciens et les dirigeants d'organismes correctionnels de faire en sorte que les détenus souffrant de maladie mentale reçoivent des services comparables à ceux offerts dans la collectivité et d'adopter des règles pour empêcher la mise en isolement de ces détenus.

Dans la plupart des régions du monde, par rapport à la santé physique, on n'accorde que peu d'importance à la maladie et à la santé mentales. Au Canada, on a décrit la santé mentale comme étant le "parent pauvre" du système de santé (Romanow, 2002). La maladie mentale touche indirectement tous les Canadiens, qu'il s'agisse d'un membre de la famille, d'un ami ou d'un collègue. Quelque 20 % des citoyens seront personnellement atteints d'une maladie mentale au cours de leur vie; près de 8 % souffriront d'une dépression majeure, 1 %, d'un trouble bipolaire (manie-dépression) et 1 %, de schizophrénie.

- 30 -

Renseignements: Joanne Koskie, Association canadienne pour la santé mentale, (416) 484-7750, poste 236, [jkoskie@cmha.ca](mailto:jkoskie@cmha.ca) ; Kathy Hendrick, Services de santé Royal Ottawa, (613) 722-6521, poste 6755, Cell. : (416) 277-6281, [khendrick@rogers.blackberry.net](mailto:khendrick@rogers.blackberry.net) ; Deborah Kelly, Société canadienne de schizophrénie, (905) 415-2007, poste 25, [kellyd@schizophrenia.ca](mailto:kellyd@schizophrenia.ca)